



Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon  
Préfet de l'Hérault

## ARRETE n° 2008 / 01/ 1679

**OBJET** : **Procédures d'information, de recommandation et d'alerte du public en cas de dépassement de seuils relatifs aux concentrations d'ozone, de particules en suspension, de dioxyde d'azote ou de dioxyde de soufre dans l'air ambiant du département de l'Hérault**

- VU** la directive 2008/50/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe ;
  - VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.221-1, L.221-2 et L.223-1 ;
  - VU** le décret n° 98-360 du 6 mai 1998 relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de qualité de l'air, aux seuils d'alerte, et aux valeurs limites, modifié par le décret n° 2002-213 du 15 février 2002 et le décret n° 2003-1085 du 12 novembre 2003 ;
  - VU** le décret n°98-361 du 6 mai 1998 relatif à l'agrément des organismes de surveillance de la qualité de l'air ;
  - VU** l'arrêté interministériel du 17 août 1998 relatif aux seuils de recommandation et aux conditions de déclenchement de la procédure d'alerte ;
  - VU** l'arrêté du 11 juin 2003 relatif aux informations à fournir au public en cas de dépassement ou de risque de dépassement des seuils de recommandation ou des seuils d'alerte ;
  - VU** l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France relatif aux conduites à tenir lors d'épisodes de pollution atmosphérique, du 18 avril 2000 ;
  - VU** le plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération montpellieraine approuvé par l'arrêté préfectoral n°2006-I-2797 du 22 novembre 2006 ;
  - VU** la circulaire du 12 octobre 2007 relative à l'information du public sur les particules en suspension dans l'air ambiant
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Hérault ;

**ARRETE**

**Article 1 - Institution des procédures d'information et d'alerte du public à la pollution atmosphérique**

L'arrêté n° 2006/01/1583 du 3 juillet 2006 est abrogé ainsi que la convention du 17 août 2006.

Il est institué des procédures d'information et d'alerte des populations habitant ou séjournant dans le département de l'Hérault. Ces procédures sont déclenchées par le Préfet de l'Hérault.

**Elles concernent trois polluants : l'ozone, le dioxyde d'azote et le dioxyde de soufre** et comportent plusieurs seuils conformément au décret n°98-360 du 6 mai 1998 modifié.

Il s'agit des seuils :

- **« information et recommandation »** : ce seuil regroupe des actions d'information du public, de diffusion de recommandations sanitaires destinées aux catégories de la population particulièrement sensibles et de diffusion de recommandations relatives à l'utilisation des sources mobiles de pollution atmosphérique concourant à l'élévation de la concentration de la substance polluante considérée ;
- **« alerte »** : outre la diffusion d'informations et de recommandations qui concernent l'ensemble de la population, ce seuil comporte la mise en œuvre de mesures de restriction ou de suspension de certaines activités concourant à l'élévation de la concentration de la substance polluante considérée, y compris le cas échéant, de la circulation des véhicules à moteur. Pour l'ozone sont introduites des mesures progressives intervenant à différents seuils d'alerte.

**Pour les particules en suspension** il n'existe pas de seuils réglementaires à partir desquels l'information du public et la diffusion de consignes sanitaires soient obligatoires. Toutefois, la circulaire du 12 octobre 2007 définit deux seuils (80 et 125 µg/m<sup>3</sup> en moyenne sur 24h) à partir desquels doivent être diffusés des recommandations sanitaires et comportementales similaires à celles relatives aux autres polluants.

AIR Languedoc-Roussillon est l'association agréée de surveillance de la qualité de l'air en application du décret n°98 - 361 du 6 mai 1998 qui assure la surveillance des niveaux de pollution atmosphérique par l'ozone, les particules en suspension, le dioxyde d'azote et le dioxyde de soufre. Elle informe le public de l'ensemble des données de mesure dont elle dispose via son site internet. AIR Languedoc-Roussillon détecte et prévoit les dépassements de seuils d'information et de recommandation et de seuils d'alerte.

**Article 2 - Périmètres concernés**

Il est établi une distinction de périmètre couvert par les procédures en fonction du polluant concerné :

- les procédures d'information et d'alerte des autorités, des médias et de la population en cas d'épisode de pollution atmosphérique par l'**ozone** couvrent le territoire de l'ensemble des **communes du département** ; l'information **pour les particules en suspension** est également délivrée à l'ensemble du département lors des dépassements des seuils 80 et 125 µg/m<sup>3</sup> en moyenne sur 24h ;
- les procédures d'information et d'alerte des autorités, des médias et de la population en cas d'épisode de pollution atmosphérique par le **dioxyde d'azote** ou le **dioxyde de soufre** couvrent le territoire des **48 communes** suivantes appartenant au **périmètre d'étude du plan de déplacements urbains de l'aire agglomérée de Montpellier** : Assas, Baillargues, Beaulieu, Candillargues, Castelnaud-le-Lez, Castries, Clapiers, Combaillaux, Cournonsec, Cournonterral, Le Crès, Fabrègues, Grabels, Guzargues, La Grande Motte, Jacou, Juvignac, Lansargues, Lattes, Lavérune, Mauguio, Montarnaud, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Mudaison, Murviel-les-Montpellier, Palavas-les-Flots, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Restinclières, Saint-Aunès, Saint-Brès, Saint-Clément-de-Rivière, Saint-Drézery, Saint-Gély-du-Fesc, Saint-Génès-des-Mourgues, Saint-Georges-d'Orques, Saint-Jean-de-Védas, Saint-Mathieu-de-Trévières, Saint-Vincent-de-Barbeyrargues, Saussan, Sussargues, Teyran, Le Triadou, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

### Article 3 - Critères de déclenchement

Les seuils et les critères de déclenchement des procédures d'information et d'alerte **pour l'ozone, le dioxyde d'azote et le dioxyde de soufre** sont précisés en annexe 1 et les mesures correspondantes en annexe 2 :

- au seuil d'information et de recommandation les déclenchements s'appuient sur le dépassement constaté des seuils correspondants de chaque polluant sur deux capteurs de fond (en stations fixes) appartenant au périmètre propre à chaque polluant ;
- au seuil d'alerte les déclenchements s'appuient sur le dépassement constaté ou éventuellement prévu des seuils correspondants de chaque polluant sur deux capteurs de fond (en stations fixes) appartenant au périmètre propre à chaque polluant. Ils peuvent aussi être déclenchés, pour le dioxyde d'azote et éventuellement pour l'ozone, en cas de persistance de dépassement effectif du seuil d'information sur plusieurs jours .

Les seuils et critères de déclenchement des messages de recommandations **pour les particules en suspension** sont précisés en annexe 3. Dans l'attente d'un avis de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire de l'Environnement, le déclenchement des messages de recommandations reposera sur le dépassement constaté des seuils  $80 \mu\text{g}/\text{m}^3$  ou  $125 \mu\text{g}/\text{m}^3$  en moyenne sur 24h (en prenant en compte la moyenne calculée sur les 24 heures précédentes) sur au moins 2 capteurs du département dont un de fond (en stations fixes).

### Article 4 - Listes de destinataires

Les listes des destinataires des messages d'information et d'alerte pour chaque polluant figurent en annexes 4 et 5. L'ajout d'un destinataire qui en fait la demande est réalisé après accord de la DDASS.

### Article 5 - Mesures

En fonction des circonstances, le Préfet décide des mesures à prendre pour chaque polluant et notamment les mesures d'urgence graduées parmi celles décrites à l'annexe 2. **Ces mesures s'appliquent à l'ozone, au dioxyde d'azote et au dioxyde de soufre.** Elles consistent essentiellement en des limitations de vitesse instaurées par arrêté préfectoral et en diverses mesures adoptées dans le cadre du plan de protection de l'atmosphère (PPA) de l'agglomération de Montpellier.

Par ailleurs, dans des cas extrêmes de pollution étendue à une large partie du territoire français le ministre chargé de l'environnement ou le Préfet de la zone de défense Sud sont susceptibles d'inviter le Préfet de l'Hérault à mettre en œuvre les dispositions prévues par la procédure d'urgence, indépendamment des niveaux constatés ou prévus localement, afin de réduire la pollution subie dans d'autres départements.

Pour les exploitants de certaines sources fixes du département, le préfet peut leur imposer par voie d'arrêté complémentaire, l'interdiction momentanée de l'usage de certains combustibles et le ralentissement, ou l'arrêt du fonctionnement de certaines installations ainsi que le report de certaines activités.

### Article 6 - Déroulement des procédures

Air Languedoc-Roussillon active la diffusion des messages d'information et de recommandations de la **procédure d'information et de recommandations** et en informe directement la DDASS. En cas de dysfonctionnement constaté dans la gestion de la procédure d'information et de recommandations, le Préfet se réserve la possibilité de ne plus déléguer à Air Languedoc-Roussillon son activation. Au stade de l'alerte, le Préfet sur proposition de la DDASS valide le déclenchement des messages sanitaires et météorologiques d'alerte diffusés par Air Languedoc-Roussillon et décide le déclenchement de tout ou partie des mesures d'urgence de la **procédure d'alerte**. **Pour les particules en suspension** (annexe 3), la procédure aux seuils " $80 \mu\text{g}/\text{m}^3$  et  $125 \mu\text{g}/\text{m}^3$ " est identique à la procédure d'information et de recommandations et aucune mesure d'urgence n'est prise par le Préfet.

L'association contribue à la mise en œuvre des procédures conformément à un cahier des charges défini par voie de **convention** entre l'Etat et AIR Languedoc-Roussillon. L'association assure la logistique de transmission des messages aux destinataires. Dans la convention sont définis notamment le contenu des messages diffusés par Air Languedoc-Roussillon lors des procédures d'information/recommandations et d'alerte précisant notamment si les recommandations sanitaires sont à suivre uniquement pour la journée ou également pour le lendemain, ainsi que les modalités de transmission de ces messages destinés aux autorités, aux populations concernées, aux médias et à différents relais.

- **seuil d'information et de recommandation et seuils 80 ou 125 µg/m<sup>3</sup> en moyenne sur 24h pour les particules en suspension**

Dès le dépassement des seuils mentionnés à l'annexe 1 ou 3 pour l'ozone, le dioxyde d'azote, le dioxyde de soufre et les particules en suspension, AIR Languedoc-Roussillon diffuse aux mairies, organismes et médias listés en annexe 4 ou 5, dans les meilleurs délais techniquement possible, le communiqué préétabli par la DDASS comportant notamment les recommandations sanitaires et les résultats de mesure enregistrés par l'association.

- **seuil d'alerte**

Dès le dépassement des seuils mentionnés à l'annexe 1 **pour l'ozone, le dioxyde d'azote et le dioxyde de soufre**, et après l'accord de la DDASS ou du Préfet, AIR Languedoc-Roussillon diffuse aux mairies, organismes et médias listés en annexe 4 ou 5 dans les meilleurs délais techniquement possible le communiqué préétabli par la DDASS comportant notamment les recommandations sanitaires et les résultats de mesure enregistrés par l'association.

Le Préfet décide du déclenchement de la procédure d'alerte et de tout ou partie des mesures d'urgence graduées associées au niveau d'alerte et de leur levée en fonction notamment des éléments d'informations météorologiques apportés par AIR Languedoc-Roussillon. Il informe le public de ses décisions par voie de communiqué de presse. Les mesures d'urgence associées à la procédure d'alerte sont activées soit pour toute la journée du lendemain soit pour plusieurs jours.

### **Article 7 – Suivi du dispositif**

L'évolution du dispositif institué par le présent arrêté est validée par le Préfet après consultation de la Mission interservices de l'air (MISA) composée essentiellement de services de l'Etat (DDASS, SIDPC, DRIRE, DRASS, DRE, DIREN, DDE).

Dans ce cadre, les modifications notables relatives au réseau de surveillance à la base du déclenchement des procédures, aux communiqués préétablis, à la liste des destinataires, aux critères de déclenchement des procédures, à la convention Etat-AIR Languedoc-Roussillon, devront être examinées par la MISA.

Par ailleurs, le dispositif de prévision des dépassements de seuils utilisé par AIR Languedoc-Roussillon et son niveau d'incertitude sont présentés à ses membres avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 8 - Dispositions diverses**

Le présent arrêté ne vise pas les renseignements et informations que l'association AIR Languedoc-Roussillon est amenée à donner par ailleurs dans le cadre de sa mission et notamment les informations nécessaires à la prévision faite au niveau national.

### **Article 9 - Exécution**

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Hérault, le Sous-Préfet directeur de cabinet, les Sous-Préfets des arrondissements de Béziers et de Lodève, le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le Directeur départemental de l'équipement, le Directeur départemental de la sécurité publique, le Colonel commandant du groupe de gendarmerie de l'Hérault, les Directeurs interdépartementaux des routes Méditerranée et Massif Central, le Président du Conseil Général de l'Hérault, Mesdames et messieurs les maires du département de l'Hérault, les Directeurs régionaux des services d'exploitation de Narbonne et d'Orange de la Société Autoroutes du Sud de la France, le Délégué départemental de Météo France, le Président d'AIR Languedoc-Roussillon sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Montpellier, le 18 juin 2008

**Le Préfet,**  
Pour le Préfet  
Le Sous-Préfet  
Signé  
Bernard Huchet

## ANNEXE 1

**Tableau récapitulatif des critères de déclenchement des procédures d'information et d'alerte à la pollution atmosphérique pour l'ozone, le dioxyde d'azote et le dioxyde de soufre**

Polluant	Seuil d'information et de recommandation	Seuil d'alerte 1 <sup>er</sup> niveau	Seuil d'alerte 2 <sup>ème</sup> niveau	Seuil d'alerte 3 <sup>ème</sup> niveau
Ozone	180 µg/m <sup>3</sup> sur 2 capteurs	240 µg/m <sup>3</sup> pendant trois heures consécutives sur 2 capteurs  <b>ou</b> décision du Préfet sur prévision de dépassement de ce niveau  <b>ou</b> décision du Préfet sur plusieurs jours de dépassement effectif du seuil d'information et de recommandation et prévision d'un nouveau dépassement de ce seuil pour le lendemain (critère nécessitant une évaluation de la situation au cas par cas)	300 µg/m <sup>3</sup> pendant trois heures consécutives sur 2 capteurs  <b>ou</b> décision du Préfet sur prévision de dépassement de ce niveau	360 µg/m <sup>3</sup> en moyenne horaire sur 2 capteurs  <b>ou</b> décision du Préfet sur prévision de dépassement de ce niveau
Dioxyde d'azote	200 µg/m <sup>3</sup> sur 2 capteurs	400 µg/m <sup>3</sup> sur 2 capteurs <b>ou</b> 2 jours de dépassement effectif du seuil d'information et de recommandation et prévision d'un nouveau dépassement de ce seuil pour le lendemain		
Dioxyde de soufre	300 µg/m <sup>3</sup> sur 2 capteurs	500 µg/m <sup>3</sup> pendant trois heures consécutives sur 2 capteurs		

NB : ces critères de déclenchement correspondent à des dépassements ou à des prévisions de dépassement constatés en moyenne horaire à l'heure entière sur 2 capteurs de fond à moins de trois heures d'intervalle. Lorsqu'il s'agit de dépassement sur 3h consécutives il est admis que le dépassement peut se faire sur 2 capteurs qui dépassent successivement sur 1h ou plus le seuil considéré mais totalisant 3h consécutives de dépassement.

## ANNEXE 2

**Tableau récapitulatif des mesures prises lors des déclenchements des procédures d'information et d'alerte à la pollution atmosphérique pour l'ozone, le dioxyde d'azote et le dioxyde de soufre**

Polluant	Mesures	
	Seuil d'information et de recommandation	Seuil d'alerte mesures d'urgence graduées décidées par le Préfet (mesures qui seront précisées le cas échéant par des arrêtés spécifiques)
<b>Ozone</b>	(1) Diffusion d'un message d'information pour l'ensemble du département (adapté au seuil dépassé)	(1) idem  (2) Réductions de vitesse sur l'ensemble du réseau routier et autoroutier du département introduites par arrêté préfectoral : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ au 1<sup>er</sup> niveau d'alerte : diminution de 20 km/h sur tous les axes du département réglementés initialement à 90, 110 ou 130 km/h</li> <li>➤ aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> niveaux d'alerte : diminution de 30 km/h sur tous les axes du département réglementés initialement à 90, 110 ou 130 km/h et diminution de 20 km/h sur tous les axes du département réglementés initialement à 90 km/h</li> </ul> (3) Réduction des émissions polluantes de certaines sources fixes  (4) Circulation alternée  (+) Mesures PPA
<b>Dioxyde d'azote</b>	(1) Diffusion d'un message d'information et de recommandation (adapté au seuil dépassé) aux 48 communes appartenant au périmètre d'étude du PDU* de l'aire agglomérée de Montpellier	(1) idem  (2) Réduction de vitesse sur l'ensemble du réseau routier et autoroutier de l'agglomération introduite par arrêté préfectoral : diminution de 20 km/h sur tous les axes pénétrant ou jouxtant l'agglomération et réglementés initialement à 90, 110 ou 130 km/h  (3) Circulation alternée  (+) Mesures PPA
<b>Dioxyde de soufre</b>	(1) Diffusion d'un message d'information et de recommandation (adapté au seuil dépassé) aux 48 communes appartenant au périmètre d'étude du PDU* de l'aire agglomérée de Montpellier	(1) idem  (+) Mesures PPA

\* plan de déplacements urbains

(+) mesures PPA (plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération de Montpellier approuvé le 22 novembre 2006 par l'arrêté préfectoral n° 2006-I-2797) : interdiction de traversée des agglos par les véhicules > 7,5t ; fermeture de certaines voies à la circulation ; interdiction d'utiliser les engins de chantier et mobiles non routiers ; interdiction des manifestations publiques de sports mécaniques sur terre, mer et dans l'espace aérien ; interdiction d'emploi d'outils d'entretien extérieur non électriques et de produits à base de solvants ; interdiction de chargement et déchargement des produits émettant des COV (sauf installations équipées de bacs à toits flottants ou d'un système de récupération de vapeur, sauf alimentation des aéronefs et des véhicules en station service)

## ANNEXE 3

Tableau récapitulatif des critères de déclenchement des messages de recommandations  
lors des pics de particules en suspension

<b>Polluant</b>	<b>Seuil 80 µg/m<sup>3</sup> en moyenne 24h</b> sur au moins 2 capteurs dont un de fond * avec moins de 3 heures d'intervalle	<b>Seuil 125 µg/m<sup>3</sup> en moyenne 24h</b> sur au moins 2 capteurs dont un de fond* avec moins de 3 heures d'intervalle
PM10	Diffusion d'un message d'information pour l'ensemble du département (adapté au seuil dépassé)	Diffusion d'un message d'information pour l'ensemble du département (adapté au seuil dépassé)

\* données prenant en compte la moyenne calculée sur les 24h précédentes

## ANNEXE 4

### Liste des organismes destinataires des messages d'information à la pollution atmosphérique par le dioxyde d'azote ou le dioxyde de soufre

Organismes	
Préfecture de l'Hérault - Secrétariat général	DIREN
Préfecture de l'Hérault - SIDPC	Météo France 34
Préfecture de l'Hérault – Service communication	Conseil régional du Languedoc-Roussillon – AME
Sous-Préfecture de Béziers	Conseil général
Sous-Préfecture de Lodève	Conseil général - Service P.M.I.
DDASS de l'Hérault - Service Santé Environnement	DDASS de la Lozère - Service Santé Environnement
DRIRE – DENV	DDASS des P.O. - Service Santé Environnement
DRDE	Préfecture du Gard – SIDPC
Conseil Général de l'Hérault (département des routes)	Préfecture de l'Aude
Direction interdépartementale des routes Méditerranée	TAM – M. le Directeur général
Direction interdépartementale des routes Massif Central	Hérault Transport
ASF (service exploitation Narbonne)	Ministère de l'Environnement - DPPR / SEI
ASF (service exploitation Orange)	Ministère de la Santé - DGS
CODIS 34	Délégation régionale de l'ADEME
Centre 15	ADEME - Sce des observatoires et réseaux de mesure
CHU A.Villeneuve - Pr. Michel - Sce Maladies Respiratoires	ADEME - Journal de l'Air
Inspection académique - Service Santé Scolaire	Air LR
DDJS	Airfobep
DRASS – Service Santé Environnement	

#### ANNEXE 4 (suite)

<b>Mairies</b>
Mairie de Baillargues
Mairie de Castelnau-le-Lez
Mairie de Castries
Mairie de Cournonterral
Mairie du Crès
Mairie de Fabrègues
Mairie de Grabels
Mairie de La Grande Motte
Mairie de Juvignac
Mairie de Lattes
Mairie de Mauguio
Mairie de Montpellier - SCHS
Communauté d'agglomération de Montpellier - DG Services Techniques
Mairie de Palavas-les-Flots
Mairie de Pérols
Mairie de Pignan
Mairie de Saint-Gély-du-Fesc
Mairie de Saint-Jean-de-Védas
Mairie de Vendargues
Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone
Toute commune qui en fait la demande

**NB : ont été retenues les communes de plus de 5000 habitants**

<b>Médias</b>
France 3 Montpellier
M6 Montpellier
TF1 Montpellier
France 2 Montpellier
7 L TV
AFP Montpellier
Midi libre
Midi libre (édition locale)
Gazette de Montpellier
L'Hérault du jour
France Bleu Hérault
Radio Monte-Carlo
Sud Radio
Europe 2
Radio Maguelone
NRJ
Radio Pays Hérault
Radio Thau Sète
Radio Aviva
Radio Trafic
Tout média concerné

## ANNEXE 5

Liste des organismes destinataires des communiqués d'information à la pollution atmosphérique  
par l'ozone ou les particules en suspension  
= liste annexe 4 + mairies suivantes

Mairie d'Agde
Communauté d'agglomération Hérault Méditerranée
Mairie de Balaruc-les-Bains
Mairie de Bédarieux
Mairie de Béziers
Communauté d'agglomération de Béziers-Méditerranée
Mairie de Clermont L'Hérault
Mairie de Frontignan
Mairie de Lamalou-les-Bains
Mairie de Lodève
Mairie de Lunel
Mairie de Marseillan
Mairie de Marsillargues
Mairie de Méze
Mairie de Pézenas
Mairie de Sérignan
Mairie de Sète
Communauté d'agglomération du Bassin de Thau
Mairie de Valras Plage

**NB : ont été retenues les communes de plus de 5000 habitants**